

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 1er décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUILLERME Ferrailles

7 Pont Nevez
22200 Grâces

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement GUILLERME Ferrailles implanté 7 Pont Nevez 22200 Grâces. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUILLERME Ferrailles
- 7 Pont Nevez 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005517981
- Régime : Autorisation

La société GUILLERME Ferrailles est autorisée par arrêté préfectoral du 28/07/2017 des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de dépollution de véhicules terrestres hors d'usage sur la commune de GRACES.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- entreposage des déchets issus de la dépollution des véhicules hors d'usage,
- entreposage des déchets issus de la dépollution des véhicules,
- prévention de la pollution.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entreposage des pneus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-2	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	les effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/09/2017, article 4.4.4, 4.4.9 et 4.4.9

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Clôture	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
2	Entreposage VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - 1
4	Entreposage des fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - 3
5	Entreposage des véhicules dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - IV

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, deux non-conformités ont été identifiées, entraînant une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

1. Le stockage des pneumatiques : la dispersion de pneumatiques sur plusieurs zones ne respecte pas les conditions de prévention du risque d'incendie.
2. La gestion des zones d'entreposage des déchets : l'absence de distinction claire entre l'aire de réception et les zones de stockage des déchets a été identifiée.

Par ailleurs, l'inspection a révélé la présence d'une nappe de couleur rougeâtre dans le bassin de collecte, attribuable à la présence de fer oxydé ou d'hydrocarbures. Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie le nettoyage du bassin de collecte et du débourbeur déshuileur. Il doit également transmettre les analyses des rejets aqueux pour l'année 2023. Cette situation est susceptible de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel.
Constats : Le site est clôturé sur une hauteur d'au moins 2,5 m sur l'ensemble du périmètre de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entreposage VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-1
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage VHU
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : Lors de l'inspection, sur la zone dédiée au stockage des véhicules en attente de dépollution, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">- les véhicules ne sont pas empilés : ce qui est répond à la prescription ;- la zone est imperméable. Le site est équipé en point bas d'un bassin de rétention permettant d'isoler toutes pollution éventuelles par l'intermédiaire d'une vanne de confinement.- la distance d'éloignement de 4 m par rapport aux autres installations est respecté. Tous les véhicules présents sur le site, sont des véhicules voués à la destruction. L'exploitant déclare qu'il ne récupère pas de véhicule en attente d'expertise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entreposage des pneus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-2
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des pneus
Prescription contrôlée : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté que le stockage des pneumatiques est inférieur à 100 m ³ , et que la hauteur est inférieure à 3 mètres. Cependant, il a été noté que les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés sur plusieurs zones distinctes. En raison de cette dispersion, les conditions requises pour prévenir le risque d'incendie ne sont pas réunies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Entreposage des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-3
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des fluides
Prescription contrôlée : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
Constats : Par contrôle sur sondage, il a été noté que : <ul style="list-style-type: none">- les moteurs gardant le statut déchet sont stockés dans un conteneur à l'abri des intempéries.- les batteries et les pots catalytiques sont stockés dans des bacs à l'abri des intempéries.- les fluides issus de la dépollution sont stockés dans un réservoir à double paroi. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entreposage des véhicules dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des véhicules dépollués
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les véhicules dépollués sont empilés et que la hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception , de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Lors de l'inspection, il a été observé qu'il n'existe pas de zones distinctes permettant de différencier les différentes aires, à savoir l'aire de réception et les zones d'entreposage des déchets. Ces deux zones sont mélangées, ce qui rend difficile la distinction entre les différentes zones au sein du site. Par ailleurs, il n'est actuellement pas possible d'évaluer de manière adéquate le volume des stocks dans les zones d'entreposage des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2017, articles 4.4.4, 4.4.9 et 4.4.9

Thème(s) : Risques chroniques, les effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Article 4.4.4 Entretien et conduite des installations de traitement

[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Référence du rejet vers le milieu récepteur: n°2 et 3 (cf. repérage du rejet à l'article 4.4.5 du présent arrêté)

Paramètres	Valeurs limites (mg/l)
DCO :	125
DBO5 :	100
Hydrocarbures HCT :	10
MEST :	100
Métaux totaux :	15
dont Plomb :	0,5

Article 9.2.2. Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Le bon fonctionnement des décanteurs/déshuileur sera vérifié autant que de besoin, et au moins une fois par an.

[Au moins 1 fois par trimestre, l'exploitant doit réaliser une analyse de ces effluents sur les paramètres suivants : DCO ; DBO5 ; Hydrocarbures ; MEST ; Plomb ; Cuivre.]

Constats :

Les effluents aqueux sont collectés dans un bassin de collecte avant d'être dirigés vers un débourbeur déshuileur.

Lors de l'inspection, une nappe de couleur rougeâtre a été observée dans le bassin de collecte des effluents. Cette coloration de l'eau pourrait résulter :

- de la présence significative de fer, dont l'oxydation conduit à la teinte rougeâtre ;
- de la présence éventuelle d'hydrocarbures ou d'huiles usagées.

Par ailleurs, la détection d'une alarme sur le débourbeur déshuileur a été notée. **Il incombe à l'exploitant de prendre des mesures organisationnelles pour remédier à cette situation et lever l'alarme.**

Afin de dissiper tout doute concernant la conformité des rejets aqueux, l'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour fournir des justifications quant au nettoyage :

- du bassin de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- du débourbeur déshuileur ;

De plus, l'exploitant est tenu de transmettre les analyses des rejets aqueux vers le milieu pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites